

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 12 juin 1985

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES CONSÉQUENCES DU BUDGET

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le budget Mulroney-Wilson constitue une preuve manifeste que le gouvernement a abandonné les agriculteurs canadiens. La Fédération canadienne de l'agriculture et l'Union nationale des cultivateurs, qui représentent ensemble des milliers et des milliers d'agriculteurs canadiens, ont exprimé catégoriquement leur exaspération et leur colère au sujet du budget.

D'un bout à l'autre du Canada, les gens sont de plus en plus désespérés parce que le gouvernement ne se soucie guère des agriculteurs, des pensionnés, des chômeurs, des jeunes et des familles à revenu moyen qui luttent pour élever leurs enfants. Une nouvelle preuve de cette inquiétude a été donnée jeudi dernier, alors que 150 administrateurs de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario ont tenu une séance spéciale à Toronto pour examiner le budget et ses retombées préjudiciables. Ils ont adopté une résolution condamnant le budget parce qu'il trahit les agriculteurs canadiens et ils dressent maintenant un plan d'action pour manifester leur exaspération et leur colère.

Le budget Mulroney-Wilson ne fait rien pour remédier à la crise financière que traversent les agriculteurs. Les 39,000 agriculteurs qui, d'après la FCA, sont en proie à de graves difficultés financières, sont menacés de saisie. Qu'est devenu le programme d'obligations agricoles promis par les conservateurs lors de la campagne électorale l'an dernier? Qu'en est-il de la promesse d'abaisser les taux d'intérêt sur les prêts agricoles? Et que dire de l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu?

Qui sont les gagnants et les perdants dans le budget, monsieur le Président? Apparemment, tous les contribuables canadiens y perdent, à l'exception des multinationales pétrolières et des riches.

* * *

LES PENSIONS

ON S'OPPOSE À LA DÉINDEXATION PARTIELLE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, hier, les représentants de 11 organismes regroupant un million de retraités se sont réunis à Toronto afin de protester vigoureusement contre la désindexation partielle des pensions de vieillesse. Ces personnes engagées sont furieuses et elles exigent que le gouvernement rétablisse l'indexation des pensions.

Elles se plaignent du fait que les associations de personnes âgées n'ont pas été consultées au sujet de changements fondamentaux à la sécurité de la vieillesse; que le premier ministre (M. Mulroney) manque à la promesse qu'il a faite d'indexer les pensions de vieillesse au coût réel de la vie; qu'on sacrifie les aînés, qui vivent pour la plupart dans la pauvreté, à la réduction du déficit; que la désindexation fera perdre plus de \$1,600 à chaque retraité au cours des cinq prochaines années; que ce budget honteux va avoir pour conséquence de grossir les rangs des pauvres et que des générosités vont échoir aux Canadiens les plus riches, grâce à l'élimination de l'impôt sur les gains en capital, tandis que les citoyens âgés du Canada sont appelés à contribuer à raison de 400 millions de dollars.

Les retraités considèrent que cette mesure est cruelle envers les personnes âgées qui ont tant fait pour leur pays. Ils exigent le rétablissement de l'indexation.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE

LE TORT CAUSÉ AU SECTEUR PAR LES COMMANDES PLACÉES À L'ÉTRANGER

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Alors que notre secteur de la construction navale traverse la pire crise depuis 50 ans, monsieur le Président, les armateurs canadiens continuent de se porter acquéreurs plus que jamais de navires fabriqués à l'étranger. Depuis deux ans seulement, ils ont en effet acheté pour plus de 434,000 tonneaux de jauge brute. Or, chaque fois qu'un armateur canadien achète ainsi un navire à l'étranger, il fait perdre des emplois à nos chantiers navals et à nos entreprises connexes et en crée à l'étranger.

Par ailleurs, monsieur le Président, je trouve absolument ridicule que les armateurs étrangers qui achètent des navires au Canada pour les exporter aient accès à l'aide financière de la Société pour l'expansion des exportations, alors que les armateurs canadiens n'ont pas droit à ces prêts à taux réduits. Il n'y a pas un seul autre pays au monde qui subventionne ainsi les acheteurs étrangers au détriment des acheteurs locaux. Il va sans dire que si les armateurs canadiens avaient eux aussi accès à l'aide financière de la Société pour l'expansion des exportations, ils placeraient bien plus de commandes au Canada, créant ainsi des emplois bien nécessaires dans le secteur de la construction navale et dans les sections connexes.

Or, il y a au Canada une quarantaine de circonscriptions possédant des chantiers pour la construction et la réparation des navires. Ces circonscriptions et ces entreprises ont vu leur espoirs et leurs attentes réduits à néant. Nous avons espéré que le gouvernement prendrait enfin des mesures énergiques pour tirer le secteur de la construction navale de son marasme. Nous avons été déçus dans notre attente, de sorte que paralysée et livrée à elle-même, notre industrie de la construction navale s'enlise de plus en plus.